

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BPCE LEASE REUNION

Société anonyme au capital de 7 999 915 €

Siège social : 41, rue Georges Guynemer

97438 Sainte-Marie

RCS Saint-Denis 310 836 614

Comptes annuels au 31 décembre 2025

Approuvés par l'Assemblée générale Ordinaire du 21 mai 2026

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de la société BPCE Lease Réunion S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BPCE Lease Réunion S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport établi en application de l'article L. 821-63, III, du code de commerce.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2023-03 exposées dans la note 2.2 - changements de méthodes comptables de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne :

Règles et principes comptables

La note 2.3.5 « Opérations de crédit-bail et de locations simples » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location simple. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

Comme indiqué dans les notes 2.3.3 « Créances douteuses », 2.3.4 « Dépréciation » et 2.3.5. « Opérations de crédit-bail et de locations simples » de l'annexe, votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture des dépréciations déterminées sur base individuelle. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance, avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration ainsi que dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point mentionné ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part, l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nous avons établi le rapport prévu par l'article L. 821-63, III du code de commerce qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à la connaissance de son destinataire, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également dans le rapport prévu par l'article L. 821-63, III du code de commerce la déclaration prévue par l'article L. 821-63 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Paris La défense, le 29 avril 2026
KPMG Audit FS I S.A.S.

Xavier DE CONNINCK
Associé

1 BILAN ET HORS BILAN

En milliers d'euros

ACTIF	Notes	31/12/2025	31/12/2024
CAISSES, BANQUES CENTRALES			
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES			
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	7 842	1 055
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3.2	48 813	42 439
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE			
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE			
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	3.3	4	4
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES			
OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATIONS SIMPLES	3.4	486 127	446 372
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.6		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.6	0	0
AUTRES ACTIFS	3.7	8 672	8 245
COMPTES DE REGULARISATION	3.8	73	41
TOTAL DE L'ACTIF		551 531	498 157

HORS BILAN	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4.1	4 506	18 015

En milliers d'euros

PASSIF	Notes	31/12/2025	31/12/2024
BANQUES CENTRALES			
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.1	516 888	465 403
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE			
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE			
AUTRES PASSIFS	3.7	9 476	10 102
COMPTES DE REGULARISATION	3.8	11 444	10 326
PROVISIONS	3.9	500	250
DETTES SUBORDONNEES			
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)			
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	3.10	13 222	12 075
Capital souscrit		8 000	8 000
Primes d'émission			
Réserves		3 046	3 046
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		5	-2 990
Résultat de l'exercice (+/-)		2 172	4 019
TOTAL DU PASSIF		551 531	498 157

HORS BILAN	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Engagements reçus			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4.1	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	4.1	142 585	131 198

2 COMPTE DE RESULTAT

En milliers d'euros

		Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	A	5.1	2 704	2 364
Intérêts et charges assimilées	B	5.1	-14 772	-14 482
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples	C	5.2	189 665	174 357
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples	D	5.2	-164 635	-150 424
Revenus des titres à revenu variable			0	0
Commissions (produits)	D1	5.3	0	0
Commissions (charges)	E	5.3	-2 638	-2 165
Autres produits d'exploitation bancaire	F	5.4	678	720
Autres charges d'exploitation bancaire	G	5.4	-68	-54
PRODUIT NET BANCAIRE			10 934	10 317
Charges générales d'exploitation	H	5.5	-7 621	-5 972
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles			0	0
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION			3 313	4 345
Coût du risque	I	5.6	-350	-296
RESULTAT D'EXPLOITATION			2 963	4 049
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT			2 963	4 049
Résultat exceptionnel Impôt sur les bénéfices	J	5.7	-790	-31
RESULTAT NET			2 172	4 018

3 NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS

NOTE 1. CADRE GENERAL

1.1 BPCE Lease Réunion

BPCE Lease Réunion est une Société Anonyme spécialisée dans les opérations de Crédit-Bail et assimilées dont le statut et le fonctionnement sont définis par l'article L. 313-7 du Code monétaire et Financier.

Elle est régie par la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit.

La législation commerciale, notamment les dispositions relatives aux sociétés anonymes de la loi 66-537 du 24 juillet 1966 modifiée, est applicable à BPCE Lease Réunion pour autant qu'elle soit compatible avec les dispositions énumérées ci-dessus.

La société BPCE Lease Réunion a opté pour le statut de société de financement (selon la décision du collège de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) du 30 octobre 2014 actant le retrait d'agrément).

1.2 Evénements significatifs

Le client AIR ANTILLES EXPRESS est en liquidation depuis août 2023. Au cours des deux derniers exercices, des dotations ont été comptabilisées en « coût du risque ». En 2025, le stock du coût du risque sur ce client s'élevait à 1 489 194,27 €.

1.3 Evénements postérieurs à la clôture

Le conflit au Moyen-Orient qui sévit depuis fin février ouvre une période d'instabilité et d'incertitude dont les conséquences sont difficiles à évaluer. A la date d'établissement des comptes annuels, ces événements ne remettent pas sensiblement en cause les hypothèses retenues.

NOTE 2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Principes et méthodes comptables appliqués

Les comptes individuels annuels de BPCE Lease Réunion sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) corrigé par le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.2 Changements de méthodes comptables

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire a supprimé la notion de transfert de charges. Cette suppression n'a pas d'impact sur les comptes individuels de l'établissement.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2025 n'ont également pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentées des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentées des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

2.3.2 Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

2.3.3 Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014- 07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour le quel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et/ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

2.3.4 Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.3.5 Opérations de crédit-bail et de locations simples

L'avis du Comité d'urgence du CNC n° 2006-C dispose que les immobilisations destinées à une activité de crédit-bail mobilier, immobilier, de location avec option d'achat et de location simple sont enregistrées à l'actif du bilan du bailleur. Pour cette catégorie d'actifs, par dérogation aux règles du PCG sur la comptabilisation des actifs, c'est la notion de propriété juridique qui s'applique et non celle de contrôle. Les immobilisations sont enregistrées pour leur valeur d'entrée et la ventilation des actifs par composants ne s'applique pas chez le bailleur lorsque les charges d'entretien / remplacement incombent contractuellement au crédit preneur. En cas de rupture de contrat, l'approche par composant s'applique de manière prospective.

En application de ce même avis, le crédit bailleur a la possibilité d'amortir les actifs concernés dans ses comptes individuels soit sur la durée du contrat (amortissement financier i.e. égal à la fraction de loyer acquise), soit sur la durée normale d'utilisation du bien (amortissement linéaire / dégressif). Le choix de l'option s'applique à l'ensemble des biens affectés à une même catégorie d'opérations.

En application du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sur la durée du bail sont intégrés à l'encours concerné.

Les loyers impayés sont identifiés, comptabilisés et provisionnés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.6 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par :

- le règlement ANC n° 2014-03 relatif la comptabilisation et à l'évaluation des actifs et,
- le règlement ANC n° 2014-07 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

2.3.7 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L. 311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peut être fixé de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06.

2.3.8 Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

2.3.9 TVA NPR

Compte tenu de la réforme de la TVA NPR introduite par la loi 2009 pour le développement économique de l'outre-mer (LODEOM), BPCE Lease Réunion a retenu à partir du 1^{er} juin 2009, pour les biens financés en crédit-bail, la possibilité d'étaler l'impact de la subvention au titre de la TVA NPR, sur la durée du contrat. La mesure a été abrogée le 31/12/2018. A la marge des contrats qui ont été signés avant le 31/12/2018, BPCE Lease Réunion n'enregistre plus dans ses comptes de subvention au titre de la TVA NPR, le stock existant est géré de façon extinctive sur la durée de vie du contrat.

2.3.10 Intérêts et assimilés – Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.3.11 Impôts sur les sociétés

Ce poste enregistre l'impôt calculé et également, selon les règles définies par le règlement n° 2014-07, les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sur litige fiscal.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, BPCE Lease Réunion fait partie du Groupe d'intégration fiscale dont la société mère est BPCE SA.

Dans le cadre de cette intégration fiscale, a été constitué un sous groupe d'intégration fiscale dont la société intégrante est BPCE Lease. BPCE Lease Réunion remonte ainsi son résultat fiscal à BPCE Lease qui centralise les impôts du pôle Leasing.

Au 31 décembre 2025, BPCE Lease Réunion participe au résultat fiscal du Groupe pour 3 157 K€. L'impôt comptabilisé sur l'exercice est de 790 K€. L'IDA constaté l'année précédente dans les comptes IFRS a été totalement repris.

NOTE 3. INFORMATIONS SUR LE BILAN

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations. Hors mention spéciale, les montants sont renseignés en milliers d'euros.

3.1 Opérations interbancaires

En milliers d'euros

ACTIF	31/12/2025	31/12/2024
Créances à vue	7 842	1 055
<i>Comptes ordinaires</i>	7 842	1 055
Créances à terme		
Créances rattachées		
Créances douteuses		
<i>Dont créances douteuses compromises</i>		
Dépréciations des créances interbancaires		
<i>Dont dépréciation sur créances douteuses compromises</i>		
Autres sommes dues (pool)	0	0
TOTAL	7 842	1 055

En milliers d'euros

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
Dettes à vue	967	63 438
<i>Comptes ordinaires créditeurs</i>	0	62 766
<i>Comptes et emprunts au jour le jour</i>		
<i>Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour</i>		
<i>Autres sommes dues</i>	967	671
Dettes à terme	513 941	400 334
<i>Comptes et emprunts à terme</i>	513 941	400 334
Dettes rattachées	1 981	1 631
TOTAL	516 888	465 403

Les dettes à terme correspondent pour 513 941 K€ à des opérations réalisées avec le groupe (BPCE / Natixis).

Les dettes à vue correspondent au solde créditeur du compte bancaire NATIXIS

Les créances à vue correspondent aux soldes débiteurs des comptes bancaires CEPAC

Les dettes rattachées correspondent aux réescomptes liés aux intérêts sur emprunts.

3.2 Opérations avec la clientèle

3.2.1 Détail comparatif

En milliers d'euros		
ACTIF	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs		
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	45 796	40 803
<i>Crédits à l'équipement</i>	45 387	40 254
<i>Créances rattachées</i>	408	549
Créances douteuses	5 493	3 678
Dépréciations des créances sur la clientèle	(2 477)	(2 044)
Total	48 813	42 439

3.2.2 Répartition des encours de crédit par agent économique

En milliers d'euros	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
		Brut	Dépréciation	Brut	Dépréciation
PME-PMI	36 079	2 753	708	670	382
Professionnels	5 988	2 407	1 701	1 034	763
Particuliers	19	0	0	0	0
Administrations privées					
Administrations publiques et Sécurité Sociale					
Autres	3 709	333	68		
Total au 31 décembre 2025	45 796	5 493	2 477	1 704	1 145
Total au 31 décembre 2024	40 803	3 678	2 043	1 350	1 145

3.3 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

Ce poste enregistre les certificats d'association des fonds de garantie des dépôts, d'un montant de 4 milliers d'euros au 31 décembre 2025 (montant inchangé par rapport au 31 décembre 2024).

En milliers d'euros	01/01/2025	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31/12/2025
Valeurs brutes	4	0	0	0	0	4
<i>Participations et autres titres détenus à long terme</i>	4					4
<i>Parts dans les entreprises liées</i>						0
Dépréciations	0	0	0	0	0	0
<i>Participations et autres titres à long terme</i>						0
<i>Parts dans les entreprises liées</i>						0
Immobilisations financières nettes	4	0	0	0	0	4

3.4 Opérations de crédit-bail et location simple

Le tableau suivant présente les encours et les dépréciations relatives aux opérations de crédit-bail et de location simple.

En milliers d'euros	31/12/2025				31/12/2024			
	Immobilier	Mobilier	Locations	Total	Immobilier	Mobilier	Locations	Total
Encours clientèle	793	403 583	47 139	451 515	238	373 797	40 775	414 811
Immobilisations en cours	0	31 237	0	31 237	0	26 384	0	26 384
Biens temporairement non loués	0	4 055	914	4 969	0	2 986	213	3 199
Créances douteuses	0	4 782	899	5 680	0	3 823	612	4 435
Dépréciation créances douteuses	0	(3 731)	(777)	(4 508)	0	(2 875)	(584)	(3 460)
Dépréciation et amortissement biens non loués	0	(3 962)	(881)	(4 843)	0	(2 955)	(176)	(3 132)
Créances rattachées	0	2 045	31	2 076	0	4 064	72	4 136
Total	793	438 008	47 326	486 127	238	405 223	40 911	446 372

3.4.1 Opération de crédit-bail et location longue durée*En milliers d'euros*

IMMOBILISATIONS				
	Valeur brute des immos au 31/12/2024	Mouvements de l'exercice 2025		Valeur brute des immos au 31/12/2025
		Augmentations	Diminutions	
		Acquisitions et virements de poste à poste	Cessions Immos	
Crédit Bail	698 474	523 062	456 089	765 448
LLD	70 990	26 533	16 803	80 720
Total	769 464	549 596	472 892	846 168

En milliers d'euros

AMORTISSEMENTS / PROVISIONS					
	Montant des amorts au 31/12/2024	Mouvements de l'exercice 2025		Montant amt/prov au 31/12/2025	VNC 31/12/2025
		Augmentations	Diminutions		
Crédit Bail	298 025	135 628	103 911	329 742	435 706
LLD	30 177	15 681	12 311	33 547	47 173
Total	328 203	151 308	116 222	363 289	482 879

3.4.2 Evolution de la réserve latente

<i>En K€</i>	BPCE LEASE REUNION	
	31/12/2025	31/12/2024
Encours financier net	415 486	415 214
Immobilisations nettes	451 515	414 811
<i>Dont Provision RL négative</i>	-1 876	-686
Réserve latente brute	-36 030	404
Impôts différé	-9 306	104
Réserve latente nette	-26 723	299

La réserve latente étant globalement négative, sur l'exercice 2025 une provision est constatée dans les comptes sociaux afin de déprécier la Valeur Nette Comptable à hauteur de la Valeur Nette Financière pour un montant de 1 876 K€ afin ainsi de couvrir le montant négatif de cette réserve latente.

3.5 Détail des dépréciations

Les dépréciations des opérations avec la clientèle et des créances des opérations de crédit-bail se présentent ainsi :

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	01/01/2025	Dotations	Reprises Total	Utilisations	Disponibles	Transfert/C hangement référentiel	31/12/2025
Opérations avec la clientèle								
Créances douteuses	3.2.1	3 678						5 493
Dépréciations sur opérations avec la clientèle	3.2.1	2 044	662	229	0	229	0	2 477
Montant net		1 634						3 016
Opérations de crédit-bail et location simple								
Créances douteuses	3.4	4 435						5 680
Dépréciations sur opérations de CB et location simple	3.4	3 460	1 755	706	111	595	0	4 508
Montant net		975						1 172
Autres actifs								
Autres débiteurs divers	3.6	7 522						7 941
Dépréciations des autres actifs	3.6	0		0		0		0
Montant net		7 522						7 941
TOTAL Créances		15 635						19 115
TOTAL dépréciations		5 503	2 417	935	111	824	0	6 985

3.6 Immobilisations incorporelles et corporelles

3.6.1 Immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2024	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
Valeurs brutes	16			16
Logiciels	16			16
Amortissements et dépréciations	16			16
Logiciels	16			16
Total valeurs nettes	0			0

3.6.2 Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2024	Augmentations	Diminution	Autres mouvements	Diminutions	31/12/2025
Valeurs brutes	292	0	0	0	0	292
Immobilisations corporelles d'exploitation	292	0	0	0	0	292
Autres	292	0			0	292
Immobilisations hors exploitation	0	0			0	0
Amortissements et dépréciations	292	0	0	0	0	292
Immobilisations corporelles d'exploitation	292	0	0	0	0	292
Autres	292	0			0	292
Immobilisations hors exploitation	0	0			0	0
Total valeurs nettes	0	0	0	0	0	0

3.7 Autres actifs et autres passifs

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales	955	1 354	723	708
Dépôts de garantie reçus et versés	30	0	30	0
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	7 688	8 122	7 493	9 394
Dépréciation	0		0	
TOTAL	8 672	9 476	8 245	10 102

3.8 Comptes de régularisation

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Charges et produits constatés d'avance (1)		11 371		10 254
Produits à recevoir/Charges à payer	73	73	41	73
Autres				
TOTAL	73	11 444	41	10 327

(1) Dont loyers constatés d'avance au passif : 11 301 milliers d'euros en 2025 contre 10 115 milliers d'euros en 2024.

3.9 Provisions

3.9.1 Tableau de variation des provisions pour risques et charges

<i>En milliers d'euros</i>	01/01/2025	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2025
Provisions pour risques de contrepartie	0			0	0
Provisions pour engagements sociaux	0				0
Provisions sur engagements hors bilan	0				0
Provision pour amende	0	0		0	0
Autres provisions pour risques	250	500		250	500
Total	250	500	0	250	500

Les provisions pour risques et charges correspondent à la couverture de risques de clients divers. Au 31/12/2025, la provision de 500 K€ a été constitué au titre d'un possible litige sur un client. La reprise correspond quant à elle à l'extinction de risques clients/activité sur un autre partenaire commercial.

3.9.2 Provisions pour engagements sociaux

Néant.

3.10 Capitaux propres

En milliers d'euros	31/12/2024 avant affectation du résultat	Résultat 31/12/2025	Affectation du bénéfice		Autres variations	Augment. de capital	Impact cht de méthode	31/12/2025
			Report à nouveau	Dividende				
Capital	8 000							8 000
Primes	-							-
Réserves et autres	3 047							3 047
Résultat 2024	4 019		-2 989	-1 025				5
Résultat 2025		2 172						2 172
Total	10 228	-	-2 989	-1 025	-	-	-	13 224

Le capital social de BPCE Lease Réunion est composé au 31 décembre 2025 de 66 115 actions de 121 euros entièrement détenues par BPCE Lease SA.
La réserve légale et les réserves facultatives s'élèvent respectivement à 800 et 2 246 milliers d'euros au 31 décembre 2025.

3.11 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

En milliers d'euros	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé	31/12/2025
Total des emplois	55 423	136 216	333 755	17 388	0	542 782
Créances sur les établissements de crédit	7 842					7 842
Opérations avec la clientèle	4 021	11 312	30 286	3 194		48 813
Opérations de crédit-bail et de locations simples	43 559	124 904	303 469	14 195		486 127
Total des ressources	65 313	185 191	266 384	0	0	516 888
Dettes envers les établissements de crédit	65 313	185 191	266 384	0		516 888
Opérations avec la clientèle						0
Dettes représentées par un titre						0
Dettes subordonnées						0

NOTE 4. INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN

4.1 Engagements reçus et donnés

4.1.1 Engagements de financement

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement donnés		
en faveur de la clientèle	4 506	18 015
Autres ouvertures de crédits confirmés	4 506	18 015
Total des engagements de financement donnés	4 506	18 015
Engagements de financement reçus		
d'établissements de crédit	0	0
Total des engagements de financement reçus	0	0

4.1.2 Engagements de garantie

En milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	142 585	131 198
Total des engagements de garantie reçus	142 585	131 198

4.1.3 Autres engagements ne figurant pas au hors bilan

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par BPCE Lease Réunion en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

NOTE 5. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 Intérêts, produits et charges assimilés

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit		(13 657)	(13 657)		(12 154)	(12 154)
Opérations avec la clientèle	2 704	(1 116)	1 588	2 364	(2 328)	35
Total	2 704	(14 772)	(12 068)	2 364	(14 482)	(12 118)

5.2 Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations assimilées

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Loyers	166 746		166 746	152 633		152 633
Indemnités résiliations	699		699	307		307
Résultats de cession	3 141	(11 608)	(8 467)	1 773	(12 238)	(10 465)
Dépréciation créances douteuses	0		0	0		0
Reprise de provisions sur créances douteuses	648		648	709		709
Dotation aux provisions sur créances douteuses	(1 393)		(1 393)	(1 002)		(1 002)
Pertes sur créances irrécouvrables	(186)		(186)	(176)		(176)
Dépréciation biens non loués	471	(1 834)	(1 364)	677	(212)	464
Amortissement		(133 793)	(133 793)		(122 762)	(122 762)
Autres produits et charges	1 384	(914)	470	1 526	(924)	602
Reprise de provisions pour risques et charges	250		250	250		250
Dotation aux provisions pour risques et charges		(500)	(500)		(250)	(250)
Quote-part de subventions	0		0	0		0
Opérations de crédit-bail	171 760	(148 651)	23 109	156 698	(136 386)	20 311
Loyers	15 874		15 874	13 799		13 799
Indemnités résiliations	242		242	26		26
Résultats de cession	2 091	(273)	1 818	3 841	(196)	3 645
Dépréciation biens non loués		(74)	(74)		(26)	(26)
Pertes sur créances irrécouvrables	(182)		(182)	(1 460)		(1 460)
Dépréciation créances douteuses	(258)		(258)	1 339		1 339
Amortissement	0	(15 607)	(15 607)	0	(13 781)	(13 781)
Autres produits et charges	138	(30)	108	114	(35)	80
Opérations de locations	17 905	(15 984)	1 921	17 659	(14 038)	3 622
Total	189 665	(164 635)	25 030	174 357	(150 424)	23 933

5.3 Commissions

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	0	(1 598)	(1 598)	0	(1 231)	(1 231)
Engagements hors-bilan		(1 040)	(1 040)		(934)	(934)
Autres commissions			0			0
Total	0	(2 638)	(2 638)	0	(2 165)	(2 165)

5.4 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Refacturations de charges et produits bancaires						
Autres produits et charges accessoires	678	(68)	610	720	(54)	666
Total	678	(68)	610	720	(54)	666

5.5 Charges générales d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2025	Exercice 2024
Frais de personnel		
Salaires et traitements	0	0
Charges de retraite et assimilées		
Autres charges sociales		
Impôts et taxes liés aux rémunérations	0	0
Total des frais de personnel	0	0
Autres charges d'exploitation		
Provisions amende/impôt	0	1 070
Impôts et taxes	(230)	(165)
Autres charges générales d'exploitation	(7 391)	(6 877)
Total des autres charges d'exploitation	(7 621)	(5 972)
Total	(7 621)	(5 972)

La refacturation des charges générales d'exploitation BPCE Lease est de 7 218 milliers d'euros en 2025.

5.6 Coût du risque

Le tableau ci-dessous présente le coût du risque relatif aux crédits clientèle et aux débiteurs divers hors exploitation. Il inclut également la provision pour risque d'exécution.

<i>En milliers d'euros</i>	AU 31/12/2025					AU 31/12/2024				
	Dotations	Reprises	Perte sur créance Irrecouvrable	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises	Perte sur créance Irrecouvrable	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations										
Clientèle	(662)	229	0	83	(350)	(584)	276	0	13	(296)
Débiteurs divers		0			0		0			0
Provisions										
Risque exécution engagement										
Caillé										
Total	(662)	229	0	83	(350)	(584)	276	0	13	(296)

5.7 Impôt sur les bénéfices

Le résultat fiscal contributif au groupe de BPCE Lease Réunion est un bénéfice fiscal de 3 157 K€ décomposé comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	TOTAL
Bases imposables aux taux de	
Au titre du résultat courant	2 963
Au titre du résultat exceptionnel	
	2 963
Imputations des déficits	0
Réintégrations et déductions diverses	985
Bases imposables	3 157
Impôt correspondant	790
Contribution sociale	0
Régularisation sur impôt	
Impôt comptabilisé	790

NOTE 6. AUTRES INFORMATIONS

6.1 Consolidation

Les comptes individuels de BPCE Lease Réunion sont intégrés dans les comptes consolidés de BPCE SA au 31/12/2025 dont le siège social se situe à PARIS 13 au 7 PROMENADE GERMAINE SABLON.

6.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

<i>En milliers d'euros</i>	KPMG Audit	
	Exercice 2025	Exercice 2024
	Montant (HT)	Montant (HT)
Audit		
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	70	70
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaires aux comptes	2	2
TOTAL	72	72

6.3 Rémunération des organes d'administration et de Direction

Il n'a pas été versé de jetons de présence aux organes d'administration et de Direction au cours de l'exercice.

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, suivant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2025, soit 2 171 774,61 €, augmenté du report à nouveau positif de l'exercice précédent de 4 523,91 € soit au total une somme de 2 176 298,52 € de la façon suivante :

. Dividende (soit 32,91 € par action*)	2 175 844,65 €
. Report à nouveau	453,87 €
Total affecté :	<u>2 176 298,52 €</u>

L'assemblée générale constate que le dividende unitaire, pour l'année 2025, est de 32,91 € (*) pour chacune des 66 115 actions.

Il sera mis en paiement à compter de la présente assemblée.

L'assemblée générale prend acte que les dividendes distribués, au titre des trois exercices précédents, ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET (*)	MONTANT GLOBAL DU DIVIDENDE DISTRIBUE
2022	78,39 € par action	5 182 754,85 €
2023	Néant	Néant
2024	15,50 € par action	1 024 782,50 €

(*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3 2° du CGI.

Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 7 Promenade Germaine Sablon 75013 Paris.